



Nancy le 6 juillet 2017

Déclaration finale de l'expert siégeant aux CAPL d'affectation au 1^{er} septembre 2017.

Monsieur le Président,

Dans un contexte global particulièrement lourd aux plans humain, social, économique et politique, la DGFIP continue d'être la cible principale de notre gouvernement.

Le contexte global c'est, en passant par PPCR, la mise à mal de toutes les garanties collectives dans le privé comme dans le public au profit d'un individualisme, ainsi que la politique destructrice relayée avec zèle par notre Directeur Général .

Dire que le contexte au regard de la situation de l'emploi à la DGFIP est particulièrement préoccupant est un doux euphémisme. En effet depuis 10 ans notre administration a payé un lourd tribut, puisque pas moins de 200 emplois ont été supprimés dans notre département depuis la création de la DDFiP 54, principalement en catégorie C et B.

L'administration ne prend même plus la peine de les justifier autrement que par la réduction, que nous jugeons dogmatique, du déficit public.

Au delà des suppressions d'emplois, l'écart constaté entre les emplois implantés et les emplois réels, notamment dans la catégorie C, constitue un véritable scandale tant nationalement que localement. En effet, très récemment encore, notre administration se targuait d'avoir procédé au recrutement massif de stagiaires de catégorie C en omettant de préciser que le solde des emplois au niveau national reste déficitaire, 1495 emplois vacants pour les titulaires de la catégorie qui nous concerne aujourd'hui et 17 emplois C non pourvus cette année en Meurthe et Moselle ainsi que 11 emplois en catégorie B .

C'est donc dans un contexte toujours plus éprouvant que nous sommes à nouveau convoqués pour constater la pénurie désastreuse des effectifs et son impact immédiat sur :

- les conditions de travail dans les services en perpétuelle dégradation
- l'exercice de missions toujours plus sacrifiées
- la vie des agents, au premier rang desquels celles et ceux qui sont en demande, en attente ou en obligation d'une affectation.

Et pire encore, et nous sommes confortés dans cette analyse dans les actions et échanges que nous avons avec les personnels : vous n'avez même pas les moyens humains et matériels des réorganisations de services que vous imposez au réseau. Nous constatons ainsi que vous assumez des transferts de missions, des fusions de services, des restructurations... sans garantir les effectifs liés ni même les moyens matériels de vos prétentions. Et encore une fois ceci entraîne des tensions majeures pour nos collègues et une profonde dégradation du service public.

En effet, l'inquiétude est grandissante au regard des suppressions d'emplois suite aux fusions de services opérés récemment dans notre département, nous ne sommes pas dupes :

FUSIONS = SUPPRESSIONS D'EMPLOI

De même nous serons particulièrement attentifs sur les réorganisations de la sphère gestion publique avec le mécano des transferts d'emplois régionalement ou nationalement.

A cela s'ajoute, après des investissements colossaux affectés à la mise en place du Prélèvement à la Source avec un impact dense sur plusieurs services **et** un report annoncé qui continuera à prolonger les demandes lourdes à notre Administration.

Sans parler bien entendu des installations du SIE TEST et de SPF-E à la cité administrative qui aujourd'hui se retrouvent en grande difficulté engendrée par le mécano imperturbable des suppressions d'emploi et de réorganisations non abouties.

Quant à la chaîne du contrôle fiscal que ce soit pour les BDV,PCE BCR,les emplois vacants de cadres A ne risquent pas d'améliorer l'aboutissement de vos vœux d'un meilleur contrôle fiscal au niveau du département.

Nous vous invitons une nouvelle fois à prendre conscience de l'état d'esprit des agents et chefs de services qui découvrent ces décisions avec un sentiment d'abandon et de mépris envers ceux et celles qui exercent chaque jour leur métier dans les services de la DGFIP.

Siéger dans ces CAPL est donc particulièrement pénible et frustrant pour des représentants des personnels qui en sont réduits à constater vos décisions de saupoudrage des sous-effectifs dans les divers services. Nous nous sommes refusés donc à arbitrer la pénurie mais nous avons relayé systématiquement les besoins des services et des agents. Nous sommes aussi revenus sur notre exigence de ne pas voir les agents subir, dans leur vie personnelle, les conséquences de restructurations imposées à marche forcée.

Il est indispensable d'opérer, nationalement et localement, un véritable changement de cap dans la politique des missions, des emplois, du pilotage et du soutien de notre administration. C'est tout le sens des actions que mène Solidaires Finances Publiques 54 et nous poursuivrons cet engagement avec toute notre énergie pour défendre nos missions, nos emplois, nos conditions de travail et nos garanties collectives et individuelles, et la reconnaissance des agents. Nous insistons une nouvelle fois sur ce dernier point sur l'impact désastreux de l'affaiblissement majeur des Plans de Qualifications avec toujours plus de restriction sur les volumes de promotion et recrutement, de même que sur les remises en cause actuelles sur les concours.

Au-delà des débats que nous avons échangés, nous souhaitons une nouvelle fois remercier le travail et la disponibilité des équipes RH.

BONNES VACANCES A TOUS et n'oubliez pas de rester « en marche » ;-)

